



Février 2014

Dur, dur, de boucler les budgets...

Rigueur et ambition : sous ce titre, les conseillers généraux nous expliquent (Magazine N° 120 du Conseil Général – janvier 2014) que pour boucler le budget, il fallait faire preuve de **rigueur renforcée**, tout en se limitant à une **ambition mesurée**. Au printemps dernier, le maire de Château-Arnoux St Auban qualifiait lui aussi son budget 2013 de « **rigoureux mais ambitieux** » (Bulletin municipal N° 11 – Printemps 2013).

Dur, dur d'avouer que pour ne pas augmenter les impôts locaux, les collectivités réduisent leurs dépenses, au détriment des services rendus à la population. Difficile de reconnaître que les choix de leurs amis politiques au gouvernement, passé ou présent, conduisent à des baisses des moyens financiers pour les communes, pour les départements, pour nos territoires. Un milliard et demi d'Euros en moins en 2014, autant dans les années à venir. Les communes sont les plus touchées, alors que la population attend du maire, des élus de proximité qu'ils utilisent les fonds publics pour amortir la crise.

En vue des prochaines élections, **comment croire** ceux qui prétendent répondre aux aspirations du plus grand nombre, élaborer des projets pour

améliorer la vie dans la localité, protéger les citoyens contre les difficultés, **sans mettre en cause la politique de rigueur** du pouvoir politique ? Après les 20 milliards offerts au patronat via le crédit Impôt-compétitivité, c'est aujourd'hui un nouveau cadeau de 30 Milliards promis aux mêmes, sur les cotisations familiales, qu'il faudra bien compenser par de nouvelles restrictions de dépenses utiles, **si ces choix politiques ne sont pas remis en question**.

Une gestion communale **ambitieuse** ne peut pas se concevoir sans moyens nouveaux. Pour reconquérir ces moyens indispensables, notre commune a besoin d'élus municipaux déterminés. C'est tout le sens de l'engagement du Collectif citoyen pour **L'Humain d'abord** dans cette campagne.

. Ce n'est pas en étranglant les collectivités locales qu'on relancera l'économie.

L'échelon communal est le mieux à même de répondre aux besoins quotidiens de la population. L'école, les activités sportives, l'entretien du cadre de vie, la mise en valeur du patrimoine sont des dépenses utiles et indispensables, non seulement pour les habitants, mais pour l'équilibre du tissu économique local. Les collectivités locales réalisent plus de 70% des investissements publics. Depuis plus de 30 ans, l'Etat a transféré d'énormes compétences aux échelons locaux. Mais alors que les responsabilités confiées aux élus locaux ne cessent de croître, les compensations financières ne cessent de diminuer.

Notre pays a besoin d'une réforme fiscale juste, qui prenne réellement en compte la répartition des richesses, et qui permette de financer les services publics généraux et de proximité.

Les nouvelles ressources disponibles devront être **réparties équitablement** entre collectivités, pour assurer une égalité de traitement entre urbains et ruraux, au lieu d'orienter les moyens vers les Métropoles comme l'organise la nouvelle loi de

décentralisation. Le développement économique et la revitalisation de nos communes ne sont pas moins indispensables que l'hyperconcentration voulue par le gouvernement actuel qui vient de créer les Métropoles.

Château-Arnoux-St Auban et la CCMD sont déjà durement touchés par la baisse des recettes fiscales consécutives au repli de l'activité industrielle. Nous ne pouvons plus attendre pour **réorganiser le territoire industriel** du Val de Durance. La plate forme de St Auban, l'expertise technique encore à l'œuvre aujourd'hui, les équipements énergétiques à entretenir dans notre environnement, font de notre localité le lieu idéal pour l'installation d'entreprises innovantes liées à la filière énergétique.

La mobilisation des moyens nécessaires à ce développement générera en retour des recettes fiscales nouvelles et la relance indispensable de l'économie locale. À l'inverse, la rigueur financière appliquée aux collectivités locales aurait pour conséquence la mort lente de notre communauté de vie et de travail.

Tout projet de développement est conditionné à la conquête de moyens que le gouvernement actuel nous conteste. **Il faut une réforme fiscale juste !** C'est possible. Qu'on en juge :

Exonération fiscale et sociale des entreprises : 200 Mds	Intérêts versés par l'État aux banques: 50 Mds	Intérêts versés par les collectivités aux banques : 5 Mds
---	---	--

Évasion fiscale chaque année : 60 Mds	Coût pour les ménages de la hausse de la TVA : 7 Mds	Foyers nouvellement imposés en 2013 : 1,8 Million
--	---	--

Taux d'imposition réel par taille d'entreprises :

de 1 à 20 salariés : 30 %	de 20 à 2000 salariés : 23 à 20 %	Plus de 2000 salariés : 13 %	Sociétés du CAC 40 : 8 %
----------------------------------	--	-------------------------------------	---------------------------------



www.renevillard2014.fr

Rejoignez-nous sur Facebook : [Facebook.com/rene.villard.90](https://www.facebook.com/rene.villard.90)